

Zoom sur ...

... le rapport de la CNUCED sur les pays les moins avancés : « Le financement extérieur du développement, aujourd'hui et demain – Dépendance persistante, difficultés nouvelles »

Le rapport annuel de la CNUCED sur les pays les moins avancés (PMA)¹ est consacré cette année à l'évolution du financement du développement et aux stratégies des bailleurs de fonds.

❖ **Les pays les moins avancés participent peu à l'économie mondiale**

Alors qu'ils représentent 13% de la population mondiale, les PMA (47 pays au total) **génèrent à peine 1% du PIB mondial**. La croissance de leurs exportations (+2,7% par an en moyenne entre 2010 et 2017 pour les biens et les services) est dépassée par celle des importations de marchandises, qui ont été multipliées par 3,5 depuis 2000. Malgré ces augmentations, la part des PMA dans les échanges mondiaux s'établit à moins de 1,2%. Leur participation à l'économie mondiale reste donc marginale. Par ailleurs, les PMA sont tributaires d'un financement extérieur important, le déficit de ressources (défini comme la différence entre l'épargne intérieure et la formation brute de capital fixe) dans l'ensemble des PMA représentant par exemple en moyenne 8% du PIB. **En 2017, le total des flux officiels vers les 47 PMA était ainsi estimé à 54,4 Mds USD en décaissements bruts**, hors investissements directs à l'étranger (IDE) et envois de fonds. **L'encours total de la dette extérieure des PMA a plus que doublé entre 2007 et 2017, passant de 146 à 313 Mds USD**. Enfin, les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) en 2018 ont été inférieurs de -37% à ceux de 2015 (contre -3% pour les pays en développement). Pour rappel, **12 pays d'Afrique de l'Ouest sont aujourd'hui catégorisés comme des PMA par l'ONU** : le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

❖ **L'aide publique au développement a augmenté de 2% seulement depuis 2011**

Malgré l'adoption du programme d'action d'Addis-Abeba par tous les pays membres des Nations Unies en 2015, **les décaissements d'aide publique au développement (APD) en faveur des PMA n'ont augmenté que de 2 % par an depuis 2011**. La plupart des membres du Comité

d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ne respectent pas l'engagement pris par les donateurs d'allouer l'équivalent de 0,15 à 0,20 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide aux PMA, ce qui représente un manque à gagner de 33 à 58 Mds USD. A ce titre, la France se distingue par l'engagement consenti, à 0,44% de son RNB en 2019, que **le gouvernement prévoit d'augmenter à 0,55% d'ici 2022**. Du fait de la croissance économique dans les PMA, le ratio de l'APD par rapport au RNB dans l'ensemble de ces pays a ainsi diminué de 13 à 7% entre 2003 et 2017.

❖ **Les formes de l'aide évoluent en impliquant davantage le secteur privé**

Dans le cadre de l'engagement international de générer des fonds supplémentaires pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD), les pays donateurs ont initié en 2014 **une nouvelle génération d'actions de développement menées par le secteur privé**, comme le programme « Compact with Africa » lancé sous la présidence allemande du G20 et qui organise cette semaine sa deuxième conférence à Berlin, en présence du Président ivoirien Alassane Ouattara (voir notre brève, plus bas). Cette initiative, à laquelle 12 pays africains ont adhéré – dont 7 qui font partie de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Sénégal et Togo) – a pour objectif de promouvoir l'investissement privé en Afrique en améliorant le climat des affaires et **en ayant notamment recours aux financements mixtes**. Le rapport de la CNUCED pointe du doigt les risques de ce type de mécanismes, qui **renforce les intérêts commerciaux stratégiques des pays donateurs**. De plus, la répartition des fonds collectés grâce à l'engagement du secteur privé s'avère concentrée dans quelques pays – **notamment au Sénégal, qui fait partie des trois premiers bénéficiaires avec l'Angola et Myanmar**, concentrant à eux seuls près de 30 % de l'ensemble des financements privés supplémentaires. Ainsi, 30 % des PMA n'attirent pas de capitaux privés supplémentaires tous les ans. Les garanties d'investissement (non considérées comme APD) restent l'instrument le plus demandé par les investisseurs privés dans les PMA, qui y ciblent les secteurs générateurs de recettes, tels que **l'énergie, les télécommunications et les services bancaires et financiers**.

¹ Le Comité des politiques de développement utilise les critères du revenu par habitant, du capital humain et de la vulnérabilité économique pour déterminer la

liste des PMA, actualisées tous les 3 ans. Le dernier classement date de mars 2018.

❖ **Les investissements publics complémentaires restent nécessaires et impliquent le dégagement de manœuvres budgétaires supplémentaires**

Le rapport rappelle que l'investissement privé stimule l'activité économique mais nécessite des investissements publics complémentaires substantiels dans les PMA, pourtant confrontés à des **déficits budgétaires à long terme qui témoignent d'une faiblesse persistante**

dans la collecte de recettes. La faiblesse des institutions et des politiques, l'importance du secteur informel et la corruption sont autant de facteurs qui réduisent le potentiel fiscal des PMA. Le rapport rappelle également l'exposition de ces pays à l'évasion fiscale et à la sortie de flux de capitaux illicites par les entreprises multinationales, estimée à 36-115 % des recettes fiscales en 2018.

ACTUALITE REGIONALE

6^{ème} Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique à Dakar en présence d'Edouard Philippe

Le Premier Ministre français, Edouard Philippe, et la ministre française des Armées, Florence Parly, se sont rendus cette semaine à Dakar (Sénégal), où ils ont rejoint 28 ministres africains de la Défense et des Affaires étrangères ainsi que le Président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, à l'occasion du [6^{ème} Forum sur la paix et la sécurité en Afrique, organisé les 17 et 18 novembre](#) autour du thème « Les défis actuels du multilatéralisme ». Cette initiative franco-sénégalaise, lancée en 2013 dans la foulée de l'opération française Serval au Mali, réunit tant décideurs politiques que militaires, chercheurs et experts sur les questions sécuritaires. Elle est intervenue cette année dans un contexte de dégradation de la situation sécuritaire au Sahel, au cœur des débats. La lutte contre la cybercriminalité, notamment des groupes jihadistes, a également été évoquée – un Institut africain de cybersécurité, financé par la Direction française de la coopération de sécurité et de défense (DCSD), a d'ailleurs accueilli cette semaine à Dakar sa toute première promotion composée d'une vingtaine d'auditeurs du continent. Par ailleurs, alors que l'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz s'était opposé à l'entrée du Sénégal dans le dispositif du G5-Sahel, la présence de Mohamed Ould Ghazouani à Dakar a été particulièrement remarquée. Edouard Philippe a rappelé l'engagement de la France à consacrer 0,55% de son revenu national brut à l'aide au développement d'ici 2022, contre 0,44% en 2019.

Des patrouilles communes mises en place par le Nigéria, le Bénin et le Niger aux frontières

Le 14 novembre au siège de la CEDEAO (Abuja, Nigéria), plusieurs ministres du Bénin et du Niger [se sont entretenus avec leurs homologues nigériens ainsi que le commissaire au commerce de la CEDEAO](#) à propos la fermeture partielle des frontières du Nigéria avec ses deux pays voisins. Pour rappel, ces fermetures sont intervenues les 19 et 20 août derniers pour des raisons de sécurité et pour la lutte contre la circulation de produits de contrebande (pétrole et produits alimentaires en tête), selon les autorités nigérianes, entraînant une envolée des prix des produits nigériens importés et une chute des prix des produits vivriers locaux aux frontières. A l'issue de cette rencontre, les trois parties ont annoncé la création i) d'un Comité de suivi et d'évaluation de la situation aux frontières, comprenant les ministres des finances, du commerce et des affaires étrangères des trois Etats ainsi que les conseillers aux douanes, à l'immigration et à la sécurité nationale ; ii) d'un Comité de facilitation des échanges afin de promouvoir le commerce interrégional entre les trois pays ; iii) de patrouilles communes aux frontières, composées des services de police, des douanes, de l'immigration, de la marine et des services de sécurité des Etats, pour lutter contre la contrebande. Une nouvelle réunion est prévue à la CEDEAO les 25 et 26 novembre prochain afin de discuter des modalités de l'opération de ces patrouilles. Aucune date concernant la réouverture des frontières n'a pour l'instant été annoncée.

Signature de l'aide-mémoire du programme régional intégré des marchés agricoles Togo – Bénin

[L'aide-mémoire du programme régional intégré des marchés agricoles a été signé le 12 novembre à Grand Popo](#) (Bénin) par le ministre béninois de l'Agriculture, son homologue togolais et le directeur Afrique du Fonds international du développement agricole (Fida). [Le coût du projet est estimé à 100 M USD, financé à 50% par le Fida](#) et réparti entre la composante 1 « Accès au marché et appui à l'entrepreneuriat » pour 60, 8 M USD, soit 61 % ; la composante 2, « Transformation de l'agriculture familiale adaptée au changement

climatique » pour 26,9 M USD, soit 27 %, et les coûts de mise en œuvre (7%). Les objectifs de ce programme conjoint au Togo et au Bénin sont la lutte contre la pauvreté en milieu rural et une meilleure intégration des marchés agricoles de ces deux pays.

Le Salon international de l'agriculture et des ressources animales (SARA) ouvre ses portes le 22 novembre à Abidjan

La 5^{ème} édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales (SARA) a été inaugurée le 22 novembre 2019 à Abidjan. Événement incontournable pour les acteurs du monde agricole de la sous-région, 19 ministres africains originaires de 17 pays étaient ainsi présents lors de la journée d'ouverture, ainsi que le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume. La France est cette année le pays à l'honneur. Le pavillon France accueille 60 exposants. Lors de la journée de la France, le samedi 23 novembre, le ministre français introduira une conférence régionale sur la transition agro-écologique et l'innovation. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, participera également au programme des conférences le 26 novembre. Le Salon se tient jusqu'au 1^{er} décembre.

L'IFC coorganisera l'Africa CEO Forum 2020 qui se tiendra les 9 et 10 mars 2020 à Abidjan

[La Société financière internationale \(IFC, Banque mondiale\) a annoncé le 18 novembre](#) qu'elle co-organiserait la 8^{ème} édition de l'Africa CEO Forum 2020, une conférence internationale consacrée au développement du secteur privé en Afrique, qui se tiendra les 9 et 10 mars prochain à Abidjan en Côte d'Ivoire. Fondé en 2012 et organisé par Jeune Afrique Media Group, [l'Africa CEO Forum](#) réunit chaque année décideurs des plus grandes entreprises africaines, investisseurs internationaux, dirigeants de multinationales, chefs d'État, ministres et représentants des principales institutions financières actives sur le continent. Sa 8^{ème} édition sera axée sur l'intégration régionale, le développement des infrastructures, l'impact des avancées technologiques et l'emploi. L'IFC co-organisera le Forum pour la troisième année consécutive.

BENIN

Appel d'offre de la CEET pour le Projet d'Extension du Réseau Electrique de Lomé (PEREL)

[La Compagnie Energie Electrique du Togo \(CEET\) appelle les entreprises désireuses d'exécuter des travaux de construction de réseaux moyenne et basse tension et postes](#) (MT/BT) à soumissionner au titre du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL). Les travaux envisagés visent l'extension et la densification du réseau électrique de distribution. La date limite pour répondre à l'appel d'offre est le 20 janvier 2020. Le coût des travaux sera supporté par un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), de l'Union Européenne (UE) et de la coopération allemande à travers la banque allemande de développement KfW. Ces deux agences avaient alloué un financement de 47,8 M EUR pour la mise en route du PEREL. Pour informations complémentaires, les opérateurs économiques intéressés devront s'adresser à la Direction générale de la CEET, plus exactement au Département Passation des marchés et achats (DPMA).

BURKINA FASO

La France finance le projet « 3 frontières » via l'AFD

[La France, via l'Agence Française de Développement au Burkina Faso \(AFD\), et l'Etat du Burkina Faso ont signé le 5 novembre 2019 une convention de financement dans le cadre du programme « 3 Frontières »](#). D'un montant global de 33 M EUR (21,6 Mds FCFA) dont un tiers au profit du Burkina Faso et sur 3 ans (2020-2022), ce programme a pour objectif général de contribuer à la stabilisation de la zone du Liptako Gourma, espace transfrontalier entre le Mali, le Burkina et le Niger, en appuyant son développement socio-économique, et en veillant à un renforcement de la cohésion sociale entre les communautés. Il mettra en particulier l'accent sur le renforcement des filières agropastorales, à travers des appuis aux organisations de producteurs et d'éleveurs, et par le financement d'infrastructures socio-économiques sélectionnées par les collectivités territoriales dans les régions du Nord et du Sahel.

Campagne agricole de saison humide 2019-2020

Les [chiffres prévisionnels de la campagne agricole de saison humide 2019-2020 du Burkina Faso](#) ont été annoncés par [le ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles](#), Salifou Ouédraogo, lors de la deuxième session annuelle du Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA), le 18 novembre 2019. La production totale est estimée à 5 029 321 tonnes, en baisse de 2,9% par rapport à la campagne agricole précédente et en hausse de 11,9% comparativement à la moyenne des cinq dernières années. La production totale des cultures de rente est évaluée à 1 375 709 tonnes, soit une hausse de 25,4% par rapport à la production définitive de la campagne passée. Même si on note un excédent brut de 204 626 tonnes au niveau national, 17 provinces seraient déficitaires et le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance immédiate s'établirait à 1 219 000 en période courante et à 1 786 600 en période projetée si rien n'est fait. Un Plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition devrait mis en place.

Renforcement des médias en matière d'informations économiques et financières

La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) a lancé, le 14 novembre 2019 à Ouagadougou, [l'appel à projets dénommé « EcoMédias »](#), une initiative d'accompagnement des entreprises de presse en vue de la production de contenus dédiés à l'économie, aux finances et à la promotion du secteur privé au Burkina Faso. Le vice-président de la CCI-BF, Mamady Sanoh, a indiqué que onze projets sont attendus pour être primés, pour un montant total de 52 M FCFA (79 K EUR). EcoMédias prend en compte les catégories suivantes : radio, télévision, presse écrite et presse en ligne.

CAP-VERT

Publication des contributions des îles au PIB du pays

[L'INE a publié les chiffres de contribution des îles de l'archipel au PIB](#) du pays pour l'année 2017. Santiago continue de contribuer à plus de la moitié du PIB du pays en 2017 (52%), mais avec une part en diminution. Sao Vicente contribue à 15,5% du PIB total, et Sal à 12,6%. Sal est la seule île présentant une décroissance (-10,5%) alors que Boa Vista réalise la meilleure performance (+27,7%).

COTE D'IVOIRE

Présentation du projet de budget 2020 à l'Assemblée nationale

[Le ministre ivoirien en charge du Budget a présenté le projet de la loi de finances 2020 à l'Assemblée nationale](#), en vue de son adoption par cette instance. [Conformément au projet qui avait été adopté en octobre dernier par le Conseil des ministres](#), l'année consacrera le basculement effectif de la Côte d'Ivoire en mode budget-programme. Les hypothèses du cadrage macroéconomique sont globalement alignées sur les prévisions du FMI, avec une croissance du PIB de 7,3% en 2020. Le budget global (y compris les charges de trésorerie) s'établit à 8 061 Mds FCFA (12,3 Mds EUR), soit une hausse de 9,9% par rapport au budget de l'exercice 2019. Il se répartit entre dépenses ordinaires (64%, y compris les intérêts sur la dette), dépenses d'investissement (26%) et dépenses des comptes spéciaux du Trésor (10%). A noter qu'en proportion des recettes fiscales, le service de la dette s'établira à 54,2% et la masse salariale à 37,3%. Les recettes budgétaires (ressources propres et dons) s'élèvent à 4379,5 Mds FCFA (6,7 Mds EUR). Les autorités tablent sur une hausse de 10,7% des recettes fiscales, à 3940,8 Mds FCFA. Elles entendent par ailleurs mobiliser environ 1494,4 Mds FCFA via des émissions de titres publics sur le marché financier régional ou en offshore. Au total, la cible de déficit est fixée à 3% du PIB, conformément au critère de convergence de l'UEMOA.

Le Président ivoirien à Berlin pour la deuxième conférence du G20 Compact with Africa

[Le Président ivoirien s'est rendu à Berlin \(Allemagne\)](#) à la deuxième conférence du « G20 Compact with Africa » organisée les 19 et 20 novembre 2019. Pour rappel, cette initiative lancée sous la présidence allemande du G20 et à laquelle 12 pays africains ont adhéré – dont 7 qui font partie de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Sénégal et Togo) – est coordonnée par la Banque africaine de

développement et a pour objectif de promouvoir l'investissement privé en Afrique. Elle s'inscrit dans la démarche commune des Chefs d'Etat africains et des bailleurs de fonds de promouvoir un développement impulsé par le secteur privé – appelé notamment à être le principal pourvoyeur d'emplois. A l'occasion de ce déplacement, Alassane Ouattara s'est entretenu avec la chancelière allemande Angela Merkel. Ces différentes rencontres visaient à passer en revue les acquis de la coopération ivoiro-allemande (projet de centrale solaire de Boundiali notamment), et ont également été l'occasion pour le président d'échanger avec le directeur général de la Société financière internationale (SFI) et la directrice générale du FMI. Enfin, le président est intervenu lors du forum économique pour saluer [l'accord de financement trouvé entre la KfW et le ministère de l'Économie et des Finances](#), portant sur le programme d'assainissement et de drainage à Abidjan. Cet accord sera mis en œuvre par le groupe allemand d'ingénierie Gauff GmbH & Co Engineering. Alassane Ouattara s'est ensuite rendu à Paris, où il a rencontré le Président français Emmanuel Macron.

Deux centrales solaires de 60 MW déployées avec l'appui de la Banque mondiale

[La SFI et le Gouvernement ivoirien](#) ont signé un accord dans le cadre du programme « Scaling Solar » de la SFI pour le déploiement de deux centrales solaires d'une capacité cumulée de 60 MW, développées grâce à un partenariat public-privé (PPP). Scaling Solar appuiera le développement, le processus d'appel d'offres et le financement des infrastructures. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a pour objectif de produire au moins 42% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, dont 400 MW d'énergie solaire. Sa capacité actuelle de production d'énergie s'établit à 2 200 MW. La Côte d'Ivoire rejoint ainsi la Zambie, le Sénégal, le Togo, Madagascar et l'Ouzbékistan en tant que membres du programme Scaling Solar. [Scaling Solar](#) est soutenu par Power Africa de l'USAID, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, le ministère des Affaires étrangères du Danemark et le Fonds de partenariat pour la collaboration en matière de développement des infrastructures (DevCo).

Renforcement de la présence de l'école française IPAG en Côte d'Ivoire

Une délégation menée par le directeur général de l'école de commerce française privée post-bac IPAG (Institut de préparation à l'administration et à la gestion, dont le campus principal se situe à Paris) s'est rendue en Côte d'Ivoire du 18 au 22 novembre. La mission de travail avait pour objectif de rencontrer les institutions, les collectivités et les entreprises ivoiriennes. L'école projette de développer son offre de formation continue à destination des cadres de la sous-région. IPAG est déjà présente en Côte d'Ivoire depuis 2015 avec [un cursus en formation initiale de type bachelor](#) sur son campus d'Abidjan.

Visite d'une délégation sud-africaine en Côte d'Ivoire

[Une mission d'hommes d'affaires sud-africains s'est rendue en Côte d'Ivoire](#) le 18 novembre. Initiée par les autorités sud-africaines en charge du commerce, la visite avait pour objectif de faire progresser le niveau des échanges commerciaux en la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, estimés à 106 M EUR en 2018. Parmi les sociétés composant la délégation, le groupe Eton a annoncé vouloir développer ses activités de cybersécurité et d'ingénierie électronique localement. Plusieurs entreprises sud-africaines sont déjà implantées en Côte d'Ivoire, comme l'opérateur mobile MTN. Cependant, les principales sociétés minières sud-africaines implantées en Afrique de l'Ouest, notamment la société aurifère AngloGold Ashanti, n'opèrent pas en Côte d'Ivoire.

GAMBIE

Un allègement de la dette publique de 2 Mds USD attendu l'année prochaine

Selon le ministre des Finances et des Affaires économiques gambien, [le gouvernement prévoit de conclure les négociations sur la restructuration de la dette avec ses créanciers](#) et un montant estimé à 2 Mds USD pourrait être libéré en 2020 grâce au report de la dette. Il a annoncé que le paiement des intérêts de la dette devrait s'élever à 4 648 Mds GMD (82 M EUR) en 2020 contre 2 702 Mds (48 M EUR) en 2019 en raison de l'augmentation de l'encours de la dette et du refinancement envisagé d'une partie de la dette intérieure. Le

ministre a indiqué que l'emprunt domestique devrait croître à 3,9 Mds GMD (69 M EUR) en 2020, par rapport à 1 236 Md GMD (22 M EUR) en 2019.

GUINEE

Projet d'un budget pour l'année 2020 en hausse de +15,1%

[Le ministre en charge du Budget vient de présenter les grands axes du projet de loi de finances 2020](#), fondée sur un taux de croissance du PIB de 6,3% en 2020 plus optimiste que la dernière prévision du FMI (6%). Le budget global est prévu à 26 730,7 Mds GNF (2,8 Mds USD), soit une hausse significative de 15,1% par rapport à la loi de finances rectificatives (LFR) de 2019. Les dépenses courantes absorberont 57,3% du budget total quand les dépenses d'investissement en bénéficieront de 38,4%. En comptabilisant les intérêts et les amortissements de la dette, le service global de la dette représente environ 18% des recettes fiscales. Quant aux ressources, elles sont au total estimées à 21 706,2 Mds GNF (2,3 Mds USD), composées à près de 90% par des recettes fiscales qui progressent de 13% par rapport à la LFR 2019, pour s'établir à 18 948 Mds GNF (2 Mds USD). Cette augmentation viendrait de la bonne tenue attendue des impôts sur le revenu, les salaires et le commerce extérieur. Le déficit budgétaire devrait se situer à 3,4% du PIB (-2,7% du PIB) en LFR 2019, soit à un niveau plus élevé que la projection du FMI (-2% du PIB).

La compagnie Sycamore Mining reprend la mine d'or de Kiniéro

Cinq ans après l'arrêt des activités du groupe canadien Semafo à Kiniéro, l'Etat guinéen a ainsi trouvé un repreneur pour relancer l'exploitation de la mine d'or de Kiniéro. C'est dans ce cadre que s'est tenue le 19 novembre 2019, [la cérémonie de signature d'un accord-cadre entre la société anglaise Sycamore Mining Limited \(dont le siège social est à Chypre\), filiale de Sycamore Capital Corp LTD, et le gouvernement guinéen](#) représenté par les ministres des Mines et du Budget. La société doit présenter une étude de faisabilité dans un délai de 180 jours pour ouvrir des négociations en vue de l'obtention d'une convention minière. Elle envisage également d'apporter un investissement de 5 M USD pour le capital de la société et un financement additionnel de 35 M USD pour le financement de l'exploitation de la mine d'or et le cas échéant son extension.

Le cabinet français Algoé sollicité pour la réalisation du schéma directeur de la ville de Forécariah

Le ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire a reçu le 18 novembre 2019, les responsables du cabinet français Algoé chargé d'élaborer le schéma directeur de la ville de Forécariah (sud-ouest de la Guinée, à 30 km de la frontière avec la Sierra Leone). Ces techniciens, aménagistes et spécialistes des questions de l'habitat auront une série d'entretiens avec les départements sectoriels avant l'élaboration de ce schéma. La ville de Forécariah abritera notamment le futur aéroport international et le port en eau profonde desservi par le Trans guinéen, par lequel pourrait être évacué le minerai de fer du Simandou. Le cabinet français, qui a été sélectionné suite à un appel d'offres, sera rémunéré sur le budget national. Selon le ministre, l'élaboration de ce schéma directeur s'inscrit dans la vision [Conakry 2040](#), une étude publiée en 2018 et financée par l'Union européenne, dont l'objectif était d'aider les autorités guinéennes à relancer une politique cohérente de planification et d'aménagement, au niveau national et régional.

LIBERIA

1^{ère} réunion du comité de politique monétaire : poursuite du resserrement monétaire

[La 1^{ère} réunion du Comité de politique monétaire](#) de la Banque Centrale du Libéria vient de se tenir, environ deux semaines après la [nomination de M. Jolue Aloysius Tarlue à la tête de cette institution](#). Cette réunion a été l'occasion de faire un tour d'horizon sur la conjoncture économique domestique, marquée au 3^{ème} trimestre 2019 par (i) un écart de production négatif (production réelle inférieure à son niveau potentiel) qui devrait en fin d'année se traduire par une croissance atone de 0,4%, (ii) une forte pression inflationniste, à 30,7% en glissement annuel. Le Comité impute cette hausse soutenue de l'inflation à la dépréciation continue du dollar libérien. Le diagnostic du Comité met également en évidence une dégradation des comptes externes, notamment de la balance courante du fait simultanément d'une hausse des importations (+2,4%),

d'une baisse des exportations (-12%) et d'une chute des transferts nets (20%). Le secteur bancaire fait preuve de résilience (avec un ratio de solvabilité de 27%, contre une norme de 10%), avec toutefois un taux encore élevés de prêts non performants (12,5%). Compte tenu de ces évolutions, le Comité a décidé de poursuivre une politique monétaire prudente, notamment en (i) augmentant à 30% le taux de facilité de dépôt qui devient ainsi de 500 points de base inférieur au taux de facilité de crédit, (ii) réduisant à 15% (contre un taux initial de 25%) le taux de réserves obligatoires en monnaie locale et en augmentant à 15% celui des réserves en USD (contre un niveau initial de 10%). La Banque centrale émettra également des titres de courtes maturités (à un taux de 30% par an) pour ponctionner davantage de liquidités sur le marché bancaire local.

43^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'ARIPO au Libéria

Du 18 au 22 Novembre, le Libéria a accueilli le 43^{ème} Conseil d'administration et le 17^{ème} conseil des Ministres de l'ARIPO ([African Regional Intellectual Property Organization](#) - l'ARIPO est une organisation intergouvernementale qui facilite la coopération entre en matière de propriété intellectuelle ses 19 États membres). Ce conseil a été l'occasion de souligner les réalisations de l'Organisation au cours de l'année en matière d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle, d'amélioration des technologies d'accès à l'information, de la sensibilisation et du renforcement des capacités notamment par la mise en place de nouvelles formations.

Le Liberia déclassé par le GIABA

[Le Libéria a été déclassé](#) par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest ([GIABA](#)) lors de ses réunions plénières, organisées à Dakar (Sénégal) du 10 au 16 novembre 2019. Cette décision oblige désormais le Libéria à soumettre un rapport tous les six mois, plutôt qu'un an, sur les progrès réalisés dans le respect des normes et exigences internationales en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

MALI

Thomson Broadcast/Viacess-Orca retenues pour le déploiement de la TNT

[Les sociétés françaises Thomson Broadcast \(aspects techniques du déploiement TNT\) et Viacess-Orca](#) (sécurité de la plateforme TNT) ont été retenues par la Société Malienne de Transmission et de Diffusion (SMTD) pour assurer la migration du pays vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Le déploiement de la TNT vise notamment à améliorer la qualité et à diversifier l'offre de contenus proposés par la SMTD.

Réforme du secteur et d'Énergie du Mali (EDM)

Appuyées financièrement par la Banque mondiale, [les autorités maliennes ont entamé la restructuration et la réorganisation du secteur de l'énergie](#). Les objectifs sont notamment un retour à l'équilibre financier de l'opérateur public EDM en 2021 et une modification du mix énergétique en faveur des énergies renouvelables (hydraulique, solaire). Fortement endettée (320 Mds FCFA, soit 487,9 M EUR), EDM devrait donc s'engager contractuellement à travers un contrat de performance qui sera finalisé fin novembre. Dans ce cadre, le Gouvernement malien a confirmé le maintien d'un tarif social pour préserver les populations les plus fragiles et précise par ailleurs que les tarifs seront progressivement ajustés au coût réel du service pour les consommateurs de moyenne tension.

Présentation à Paris (Grand Palais) du secteur de l'agroalimentaire par l'API Mali

Une délégation d'entreprises agroalimentaires maliennes conduite par l'Agence de promotion des investissements du Mali (API Mali) s'est rendue à Paris à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Marché de Rungis et de la [1^{ère} édition du Festival du bien manger](#) (Paris, Grand Palais, 15/17 novembre). Nombreux, les visiteurs et chefs cuisiniers français ont ainsi pu découvrir la richesse de la gastronomie malienne notamment son fonio préparé par la cuisinière Fatoumata Kouyaté. Des contacts ont également été pris avec la direction de Rungis dans la perspective de la mise en place d'une plateforme logistique de produits frais à Bamako.

MAURITANIE

Le ministère de la Santé poursuit ses actions pour faire appliquer les lois avec le soutien des pharmaciens

Le ministère de la Santé a ordonné, le 18 novembre, [la fermeture de 16 cliniques privées](#) (principalement des cabinets dentaires) à Nouakchott, pour défaut d'autorisation valable. La police a également entendu les responsables des cliniques fermées pour violation présumée de la réglementation en vigueur. En marge, plusieurs professionnels de santé, dont le syndicat des pharmaciens, [ont organisé une manifestation devant le ministère pour soutenir les réformes du département](#). Le ministre a initié une série de réformes dont le contrôle de la régularité des pharmacies et du respect de la distance des 200 mètres qui doivent séparer deux officines ou deux établissements sanitaires. Pour mémoire, le nouveau gouvernement s'est engagé fermement dans la lutte contre le trafic de faux médicaments et de produits périmés.

L'opposition demande au gouvernement de la transparence dans la gestion des entreprises publiques

[La Coalition des forces pour un changement démocratique \(CFCD\)](#), composée de trois partis politiques (UFP, RFD et UNAD) a demandé au gouvernement l'ouverture d'une enquête « juste et probante » sur la situation de plusieurs entreprises publiques. Les sociétés visées nominativement sont : la SNIM (plus grande société publique du pays), la SOMELEC, les ports de Nouakchott et Nouadhibou, la SONIMEX, l'ENER, et l'AMEXTIPE. La déclaration enjoint l'Etat à assurer la transparence et la bonne gouvernance de ses structures étatiques.

NIGER

Le recensement biométrique des agents de l'Etat actuellement en cours

[Le recensement biométrique des agents de l'Etat engagé par le gouvernement](#) avec l'appui de la Banque mondiale a débuté le 28 octobre 2019. Financé par le Projet de capacités et de performances du secteur public (PCDS), son coût est évalué à environ 2 Mds FCFA (3 M EUR). L'objectif de ce recensement est i) d'améliorer l'efficacité de la gestion des ressources humaines ; ii) développer une base de données d'identification des agents ; et iii) assainir le fichier de l'Etat. En plus des fonctionnaires, les étudiants, les bénéficiaires de bourses et aides sociales et les retraités seront concernés.

La Banque de l'habitat du Niger (BHN) poursuit son déploiement pour soutenir le financement du logement en région

Après l'ouverture d'une agence à Niamey en décembre 2018 puis à Maradi en juillet dernier, la Banque de l'Habitat du Niger (BHN) continue son déploiement. [Elle a inauguré son agence de Tahoua](#), le 15 novembre 2019, au cours d'une cérémonie présidée par le Secrétaire général du gouvernement et en présence du Directeur général de la BHN. La BHN est une société anonyme de droit privé, dotée d'un capital de 10 Mds FCFA, qui a pour mission d'apporter son concours financier à la promotion immobilière et à l'amélioration de l'habitat social dans l'ensemble du pays. Elle compte des actionnaires privés nationaux et multilatéraux tels que la SONIBANK, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la SONIDEP, la SOPAMIN et la CNSS. Afin de permettre à la BHN d'accorder des crédits à des conditions assez favorables, l'Etat a, selon M. Abdou, mis en place une série de mesures d'accompagnement, notamment le Fonds National de l'Habitant, logé à la BHN.

Le Niger souhaite augmenter la production et l'exportation de sésame

[Un projet d'appui au développement de la filière sésame au Niger](#) a été lancé le 9 novembre à Maradi par le ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, M. Sadou Seydou. Ce projet vise à favoriser la compétitivité de la filière en vue d'en faire une opportunité d'exportation solide et de diversifier ainsi l'économie nigérienne. Selon les autorités, ce projet permettra de moderniser et de mieux organiser les acteurs, à travers des sessions de sensibilisation et de formation. La culture du sésame connaît actuellement une expansion notable dans le pays, sa production étant passée d'environ 14 073 tonnes en 2000 à 66 278 tonnes en 2016.

SENEGAL

Le premier baril de pétrole sénégalais attendu pour 2023

PETROSEN, société nationale en charge du secteur des hydrocarbures, [annonce que la date de production du premier baril de pétrole issu du champ SNE situé aux larges de Dakar est repoussée au début de l'année 2023](#) (initialement prévue à fin 2022). Ce report serait lié à un changement de stratégie, décidé par l'État du Sénégal et les partenaires engagés dans le développement de ce gisement. Woodside, Cairn et Far, les trois sociétés associées avec Petrosen auraient convenu de changer la stratégie d'investissement pour la plateforme de production, de stockage et de déchargement (FPSO, Floating Production Storage and Offloading) qu'ils vont désormais acheter au lieu de la prendre en location.

Dépollution de la Baie de Hann : signature d'une convention de contribution financière de l'UE

L'ambassadrice de l'Union européenne (UE) au Sénégal, Irène Mingasson, et le directeur général délégué de l'Agence française de développement (AFD), Bertrand Walckenaer, ont signé le 17 novembre à Dakar, [une convention de délégation de fonds dans le cadre du financement du projet de dépollution de la Baie de Hann](#). Cette signature a eu lieu en marge du séminaire intergouvernemental franco-sénégalais, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des finances français, Agnès Pannier-Runacher et du ministre sénégalais Amadou Hott de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Le projet de dépollution de la baie de Hann est cofinancé par l'Etat du Sénégal, l'Agence française de développement, la coopération néerlandaise RVO et l'UE à plus de 79 Mds FCFA (120 M EUR).

Hausse du prix de l'électricité à partir du 1^{er} décembre

[Le prix de l'électricité connaîtra une hausse comprise entre 6 et 10% à compter du 1^{er} décembre 2020](#). Les tarifs applicables aux clients Basse Tension (usage professionnel et domestique) augmentent de 10% à l'exception des consommations de la première tranche (clients domestiques petite et moyenne puissance), tandis que les clients Moyenne Tension et Haute Tension, dont les concessionnaires d'électrification rurale, verront leurs tarifs augmenter de 6%. L'éclairage public, connaîtra également une hausse de 10%. Une redevance d'électrification rurale de 0,7 FCFA/kWh pour les usages domestiques et les usages professionnels s'ajoutera. La SENELEC évoque un manque à gagner de plus de 101 millions FCFA (154 K EUR) en 2019 en raison de sa politique tarifaire, correspondant à un ajustement des tarifs de 26,3%.

Air Sénégal se dote de 8 nouveaux Airbus

[La compagnie nationale Air Sénégal SA a annoncé le 19 novembre](#), en marge du Dubaï Air Show et en présence du ministre du Tourisme et des Transports aériens, Alioune Sarr, l'acquisition de 8 Airbus A220-300. L'Airbus A220-300, nouvellement arrivé sur le marché, offrirait des performances économiques maximisées, dont la réduction de la consommation en carburant, des coûts de maintenance réduits et un meilleur coût au siège. La livraison serait prévue en 2021. Cette annonce intervient quelques semaines après le lancement par la compagnie aérienne de son hub à Dakar, le 27 octobre dernier, qui lui permettra à terme d'interconnecter Paris, Barcelone et Marseille, à plusieurs capitales ouest-africaines.

SIERRA LEONE

Les services du FMI concluent leur mission pour la préparation de la 2^{ème} revue du programme FEC

[Une délégation du Fonds monétaire internationale \(FMI\), conduite par Karen Ongley](#), a tenu des discussions avec les autorités nationales dans le cadre de la deuxième revue du programme économique et financier de la Sierra Leone soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). La croissance économique est attendue à +5,7% en 2019, contre +3,5% en 2018, grâce à de bons résultats obtenus dans les secteurs de l'agriculture, des mines et de la construction. Le pays a rempli tous les critères de performance quantitatifs et les objectifs indicatifs à fin juin 2019, concernant notamment les recettes publiques intérieures, les dépenses liées à la pauvreté et le solde primaire intérieur. Le FMI s'est aussi félicité du progrès des autorités sur la voie des réformes structurelles, celles-ci ayant notamment soumis des projets de modification de la loi sur

l'administration fiscale nationale et finaliser l'inventaire des arriérés intérieurs en septembre. Cependant, des efforts restent à accomplir en matière de mobilisation fiscale et l'efficacité de la politique monétaire doit être renforcée pour soutenir l'objectif de la Banque de Sierra Leone (BSL) de ramener l'inflation en dessous de 10% (prévue à plus de 14% en 2019). Le gouvernement et l'équipe du FMI sont parvenus à un accord préliminaire qui permettra le décaissement de 15,6 M DTS (20 M USD) de la part de l'institution internationale, et porterait ainsi les décaissements totaux du programme à environ 46,6 M DTS (62,2 M USD), sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI qui examinera la deuxième revue en janvier 2020.

Le vice-président en visite à Washington pour rencontrer des représentants de la Millennium Challenge Corporation

Le vice-président de la Sierra Leone Juldeh Jalloh était le 19 novembre à Washington, aux États-Unis, où il a discuté de l'état de préparation d'un potentiel futur programme de la Millennium Challenge Corporation (MCC) pour la Sierra Leone avec des représentants de la MCC. La MCC et le gouvernement de la Sierra Leone se sont déjà associés en 2015 pour mettre en œuvre [un programme de 44,4 M USD destiné à améliorer les services d'eau et d'électricité](#) dans la grande région de Freetown, avec un point de vigilance spécifique sur la transparence et la responsabilisation dans la prestation de ces services afin de limiter les possibilités de corruption. Il s'agissait d'un programme de seuil (threshold program) de la MCC, destiné à aider les pays candidats prometteurs à devenir éligibles au *Compact* en leur offrant la possibilité de démontrer leur engagement envers une gouvernance juste et démocratique, la liberté économique et les investissements dans leur population. Les programmes *Compact* sont des accords quinquennaux entre la MCC et un pays éligible pour financer (à des montants supérieurs) des programmes spécifiques visant à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique. La Sierra Leone espère ainsi obtenir un financement de 600 M USD dans le cadre d'un programme *Compact*, pour pérenniser la construction d'infrastructure d'eau potable dans le pays. Pour rappel, [la MCC est un fonds de développement bilatéral américain créé en 2004](#).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays²</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers³ (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)⁴</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁵</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

² Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

³ Trade Map-2017

⁴ PNUD - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque